Les rafles ravageuses

P lusieurs nuits par semaine, les policiers de la section « mœurs » de Bruxelles-Ixelles arpentent les rues de leur secteur à la recherche des prostituées fraîchement arrivées et du contact avec les habituées. Chaque fois qu'ils repèrent une nouvelle, ils l'emmènent au poste, la fichent et tentent d'instaurer la confiance. But : démanteler les réseaux et ficher les filles (pour si disparition).

Trois quartiers de Bruxelles sont surtout concernés: celui de la rue des Commerçants et de la rue Van Gaver (derrière De Brouckère), celui de l'avenue Louise et celui de la place Fontainas. Pour la prostitution masculine, les rapports sont plus compliqués à établir.

Mais la politique communale ne facilite pas la tâche des « mœurs » : en plus des taxes sur les hôtels de passe, la police organise des rafles où elle ramasse toutes les prostituées et rapatrie la plupart d'entre elles. Suzanne raconte : « Les flics nous tapent dans des cachots pendant des heures. Ça crie, ça pue... Ça arrive tout le temps ces derniers temps. »

Certaines filles disparaissent dans la nature. Certaines étaient des informatrices des agents de la section «mœurs». Et ce sont du même coup des mois de travail qui partent en fumée. Car les arrestations de proxénètes fonctionnent par dénonciations. Prostituées, tenanciers de bar ou parfois proxénètes euxmêmes dénoncent leur voisin pour faire de la place sur le trottoir, pour se débarrasser d'un souteneur trop violent ou simplement pour obtenir des papiers ou de l'argent.

Les rafles sont d'autant plus ravageuses que les filles passent rarement plus de six mois au même endroit. A chaque nouvelle prostituée repérée, le travail recommence à zéro. Quand un proxénète soupçonne qu'il est mis en danger par une de ses filles, il la vend. Et la valse reprend.

A.-C. H. et E. Ha.

A Anvers, l'action par la « Villa Tinto »

A Anvers, la prostitution n'est plus autorisée que sur trois rues du Schipperskwartier qui comptent 249 chambres. Une zone où, il y a un an, la « Villa Tinto » (la Maison rouge) a ouvert ses vitrines dans une ancienne usine à charcuterie.

Les bâtiments regroupent une cinquantaine de carrées, reliées à une antenne de police par un système d'alarme. Le Ghapro, une maison médicale spécialisée dans le milieu de la prostitution, fait aussi partie des lieux. On y pratique des examens gynécologiques, des tests de grossesse, on y dépiste le sida, hépatite B ou autre maladie sexuellement transmissible.

« La Villa Tinto a l'avantage d'offrir aux prostituées sécurité et hygiène, explique Micheline Manfroid, employée de terrain au Ghapro. Les prostituées y louent la vitrine, la chambre et la douche 50 euros pour 12 heures, maximum six jours par semaine. Les femmes y travaillent avec le statut d'indépendante. Elles déclarent leurs recettes et paient leurs cotisations sociales. »

Ailleurs à Anvers, la prostitution de rue est interdite. « Beaucoup de filles qui ne sont pas en règle vont donc à Bruxelles, note la travailleuse sociale. Pour elles, la situation est devenue plus difficile. »

Ce que confirme Sophie Jekeler,

directrice du Nid: «Les prostituées sont en sécurité à la Villa Tinto, par l'infrastructure du complexe, mais seules celles qui sont en ordre de séjour peuvent y exercer. Ce qui a des effets pervers, comme les mariages blancs, et rend la vie des illégales plus difficile encore. Beaucoup de filles d'Anvers et de Hollande viennent donc à Liège ou Bruxelles... Par ailleurs, Anvers compte un échevin de la prostitution. Ça a un côté malsain car où s'arrêtent les intérêts de la Ville? Il y a tellement d'argent en jeu... De lourdes taxes sur ce qui entoure la prostitution font souvent dire que les pouvoirs publics sont les premiers proxénètes... »